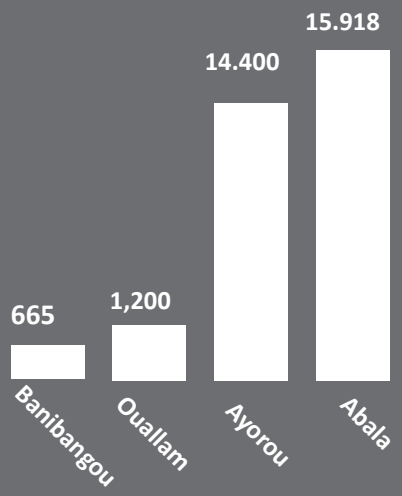
RAPPORT D'ANALYSE MENSUELLE DES DONNEES DU MONITORING DE PROTECTION
août 2018
Tillabéri, Niger

Discussions de groupe avec les déplacés internes le 28 août à Ayorou - Tillabéri

 # TOTAL DES PDIs DANS LA REGION DE TILLABERI

32,183

 # TOTAL DES PDIs PAR DEPARTEMENT



SYNTHESE DES PDIs DANS LE DEPARTEMENT D'AYOROU

https://goo.gl/omfzkm

 # TOTAL DES INCIDENTS DE PROTECTION RAPPORTES DE JANVIER A AOUT 2018

258

I. APERCU DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE ET DE PROTECTION DANS LA REGION DE TILLABERI

La situation sécuritaire dans la région de Tillabéri est restée très instable entre le mois de janvier et le mois d'août 2018 car les zones frontalières du Niger avec le Mali et le Burkina Faso sont toujours en proie aux attaques des éléments des groupes armés non étatique. L'activisme des groupes armés qui opèrent sur la frontière poreuse du Niger et le faible déploiement des FDS pour la sécurisation de la bande frontalière concernée est la principale cause de ces menaces.

Une grande partie des groupes armés se seraient déplacés/dispersés vers les zones d'Inates, de Tilloa, au nord Baninbangou, nord Abala, dans la région de Tillaberi et vers la forêt de Kodjoga Beli, située à cheval entre le Niger et le Burkina-Faso, et au nord de Tahoua suite aux différentes interventions militaires (l'opération française Barkhane, l'opération de l'armée nigérienne Dongo, opération Shara, et forces américaines).

Dans la commune d'Inates, les groupes armés occupent certains villages et campement et d'autres ont été vidés suite aux menaces des groupes armés non étatiques.

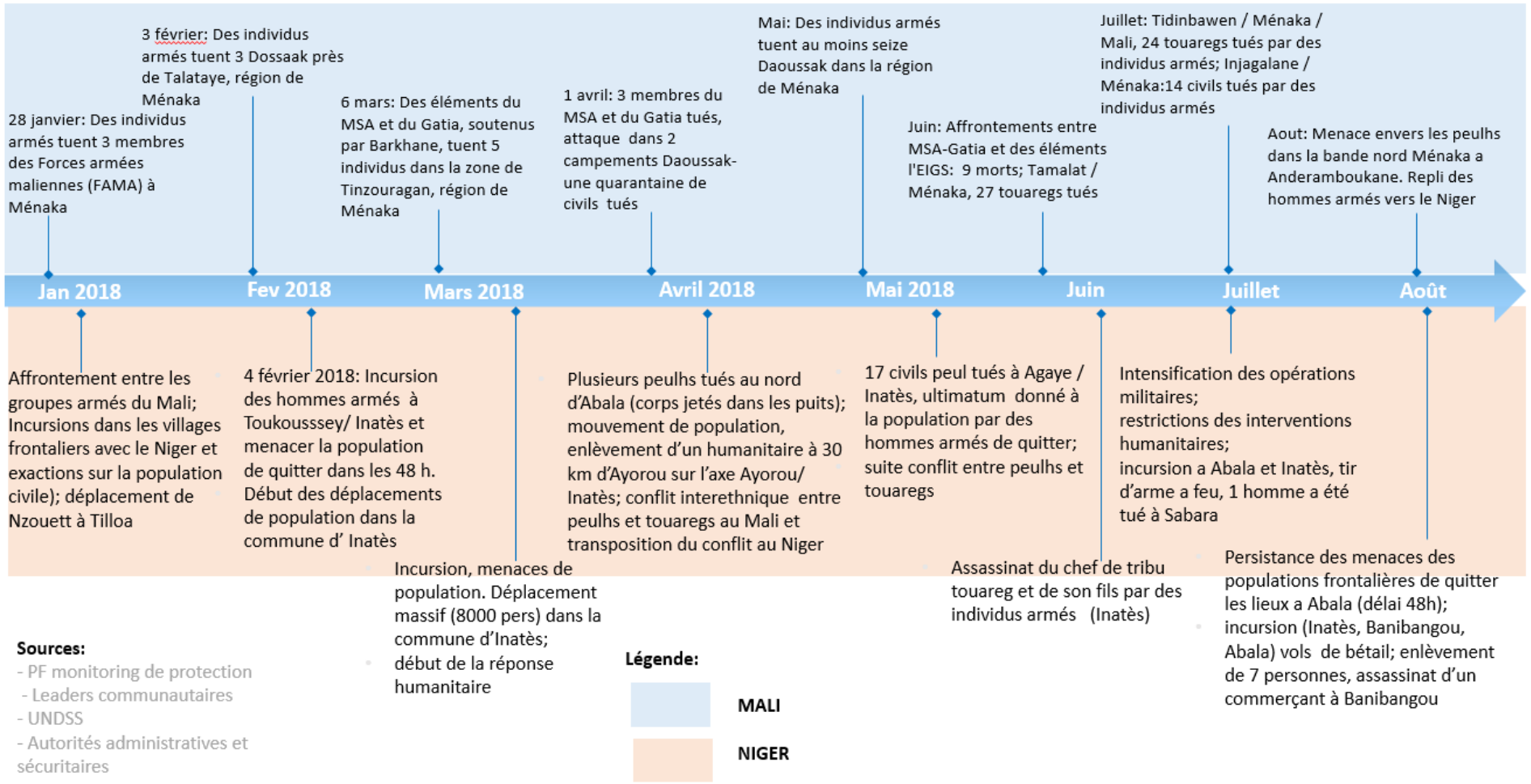
A partir du mois d'avril, les conflits transfrontaliers entre les groupes armés des ethnies touaregs et peulhs ont coûté la vie à des dizaines de civils. Les communes d'Inatès et Abala ont été directement touchées avec plusieurs personnes tuées et de nombreuses personnes déplacées.

Dans le sillage des conflits armés et des conflits intercommunautaires au Mali, on note une prolifération des armes à feu suivi de l'accroissement des cas de brigandage à l'arme, l'intimidation et les menaces sur la population civile par les groupes armés non étatiques qui procèdent à des tirs souvent sans cible précise. De nombreuses personnes se sont alors déplacées dans certains villages des départements d'Abala, Banibangou, et Ayérou.

Depuis le début de l'année, il existe une interconnexion entre les incidents majeurs au Nord du Mali et les régions frontalières avec le Niger. Cette dynamique à de graves conséquences sur la population civile.

Cluster Protection
Niger

Interconnexion entre les incidents majeurs au nord Mali et les répercussions dans le nord de Tillaberi



258 incidents de protection rapportés soit une moyenne de 32 incidents par mois ainsi que 32 183 personnes déplacées internes dans la région de Tillaberi ont été recensés entre janvier et août, suite à l'activisme des éléments des groupes armés dans la bande nord de Tillaberi.
Le Niger a reçu la visite de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays du 19 au 24 mars 2018. Les objectifs de cette visite étaient de recueillir des informations sur la situation du déplacement interne au Niger, de consulter largement le gouvernement, les autorités locales et d'autres parties prenantes nationales et internationales sur les principaux problèmes et les réponses aux déplacements internes. Un plan d'action concret a été établi et doit être suivi par toutes les parties prenantes.

II. CONTEXTE OPERATIONNEL AU COURS DU MOIS D'AOUT

1. Situation actuelle région Tillaberi

Les mesures de sécurité mises en place suite à l'instauration de l'état d'urgence decrété en juin 2016 sont restées en vigueur dans la région de Tillaberi. Cela a eu des impacts sur la protection des PDIs, la situation sociale et économique de la population hôte et la population déplacée.
Ces mesures sont spécifiques pour chaque commune concernée et portent sur l'interdiction d'activités économiques soupçonnées d'alimenter directement ou indirectement les groupes armés, la fermeture de certains axes commerciaux vers le Mali, la conduite de motos dans certaines localités et la fermeture de 16 marchés hebdomadaires.
Les opérations militaires ont réduit l'accès des humanitaires aux zones abritant les PDIs et ont conduit au retard dans la mise en œuvre des activités de réponses prévues.
De façon générale, le contexte opérationnel a été influencé par :

- La persistance des menaces sur les populations par les hommes armés
- Les attaques ciblées contre les commerçants, les grands éleveurs et chefs coutumiers et autres qui viseraient les biens matériels des populations.
- La persistance de la peur de représailles interethnique suite aux affrontements armés au nord du Mali entre certains groupes ethniques accentuant la méfiance entre les communautés vivant dans les mêmes zones.
- L'arrivée de la saison de pluie avec la montée des eaux des koris dans certaines communes (Inates, Ayorou, Gorouol), qui complique l'accès aux PDI, dans les différentes zones
- Le déplacement des éleveurs des zones pastorales vers les zones agricoles avec un risque d'augmentation des conflits entre agriculteurs et éleveurs (Abala)
- La récurrence des cas de protection (VBG, protection de l'enfant, violations des droits de l'homme), signalés dans plusieurs zones des PDI
- L'augmentation de la précarité économique suite à la fermeture de certains marchés (lié à l'état d'urgence) et à l'arrêt des activités commerciales vers le Mali suite à l'insécurité et aux opérations militaires
- Les difficultés de déplacement suite à l'interdiction de circuler à moto posent un réel problème de réponse pour les urgences médicales dans les villages éloignés des CSI, surtout pour les femmes et enfants
- L'insuffisance d'appuis aux populations par les communes car elles sont économiquement déficitaires
- La prolifération des armes illicites avec la récurrence des cas de banditisme armé
- Les actes récurrents de vols et pillages, surtout vol de bétail qui réduit les moyens de subsistance des populations en majorité des éleveurs
- L'insuffisance de l'aide humanitaire dans les zones de déplacement des populations et les mouvements secondaires de populations augmentent la vulnérabilité des personnes déplacées.

Les activités de monitoring de protection ont permis de : suivre les incidents de protection ; les mouvements de population ; de renforcer significativement les actions de prévention (formations, sensibilisations ciblées sur les SGBV, l'exploitation et le travail des enfants, le sexe de survie, les tensions intercommunautaires dans les villages; l'identification des besoins multisectorielles non couverts en lien avec les risques de protection ; de formuler des recommandations multisectorielles pertinentes; d'identifier les personnes ayant des besoins spécifiques (PBS) pour orientation et assistance.
10 missions conjointes d'évaluation ressortant les incidents rapportés, les risques et problèmes de protection afin de prendre les actions de prévention et de réponses coordonnées et complémentaires, et aussi de faire des recommandations multisectorielles secteurs pour réponses.

REGION DE TILLABERI: FAITS ET CHIFFRES DANS LE CADRE DE MONITORING DE PROTECTION (janvier-août 2018)

MOUVEMEMENT DE POPULATION

32,183 personnes déplacées internes

4,564 mouvements secondaires des PDIs

2,500 personnes à besoins spécifiques

650 personnes àbesoins spécifiques assistées

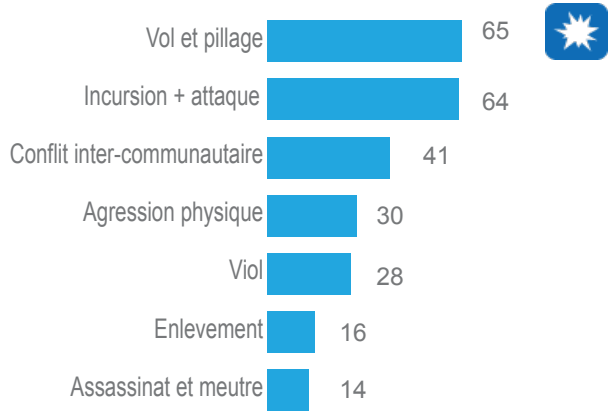
139 villages suivis à travers le monitoring

113 villages à haut risque de déplacement

40 villages ont connu un déplacement

23 localités accueillant des PDIs

INCIDENTS DE PROTECTION (TOTAL=258)



REALISATIONS

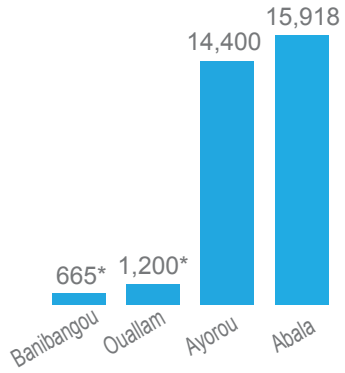
102 alertes difusées

10 notes spécifiques produites

10 missions conjointes réalisées

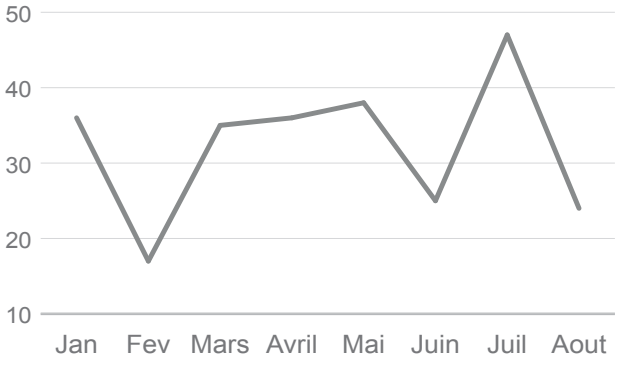
8 rapports d'analyses produites

REPARTITION DES PDIs PAR DEPARTEMENT

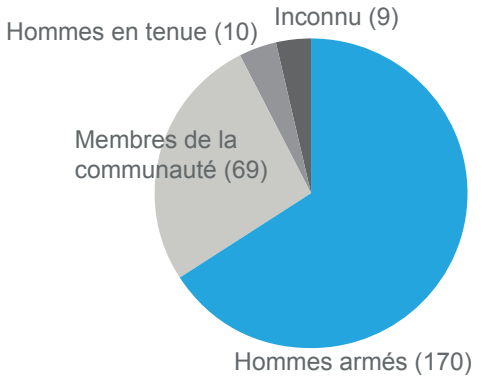


* Le processus de vérification est en cours avec les autorités locales

EVOLUTION DES INCIDENTS PAR MOIS



AUTEURS PRESUMES DES INCIDENTS



CATEGORIES DES PERSONNES AFFECTEES PAR LES INCIDENTS

II. CONTEXTE OPERATIONNEL AU COURS DU MOIS D'AOUT

2. SECURITE ET BIEN-ETRE

Les personnes déplacées continuent d'exprimer leur sentiment d'insécurité suite aux menaces des groupes armés non identifiés, et des bandits armés dans leurs localités. La plupart des PDIs dans la région de Tillaberi vivent dans des conditions très précaires, en particulier ceux qui n'ont pas encore bénéficié de l'assistance en vivres et NFIs.

Cette précarité pourrait aussi être due à l'accès limité aux biens de premières nécessités suite à la fermeture de certains marchés hebdomadaires, la non disponibilité des terres cultivables pour les PDI agriculteurs (Tilloa), à la réduction des moyens de subsistance, à la limitation des mouvements suite à l'insécurité et à l'interdiction de circuler en moto dans certaines localité.

A tout cela s'ajoute les difficultés d'évacuation médicale des malades vers les centres de santé intégré de référence des zones (Inates vers Ayerou), l'accès aux soins de santé pour les PDI dans la commune d'Abala. Il ressort aussi un climat de méfiance qui règne dans la communauté entre les différents groupes ethniques dû aux conflits interethniques qui opposent les Touaregs et les Peulhs, les uns craignant les représailles des autres.

Les problèmes cités ci-haut ont un impact sur le revenu familial des populations hôtes et déplacées dont les femmes sont les plus affectées car leur activité première est le petit commerce.

Pour la plupart des localités à risque situées dans la bande frontalière du nord de Tillaberi, les populations estiment être en insécurité ce qui conduit aux mouvements des populations vers des zones plus sécurisées. Les principales raisons évoquées sont entre autres : la présence des groupes armés non étatique ; les incursions, menaces et attaques, les enlèvements, assassinats et vols de bétail et biens ; l'insuffisance des patrouilles régulières des FDS.

3. INCIDENTS DE PROTECTION

L'activisme des éléments des groupes armés, l'intensification des opérations militaires dans le nord de Tillaberi, la faible présence des forces de défense/sécurité dans certains villages, l'insuffisance de patrouilles régulières sur les axes, la limitation des mouvements des acteurs humanitaires et la peur de dénoncer les auteurs d'exactions a rendu complexe la protection de la population civile face aux différentes violations de droits humains perpétrés majoritairement par les hommes armés non étatiques dans la région de Tillaberi (carte présence des groupes armés non étatiques).

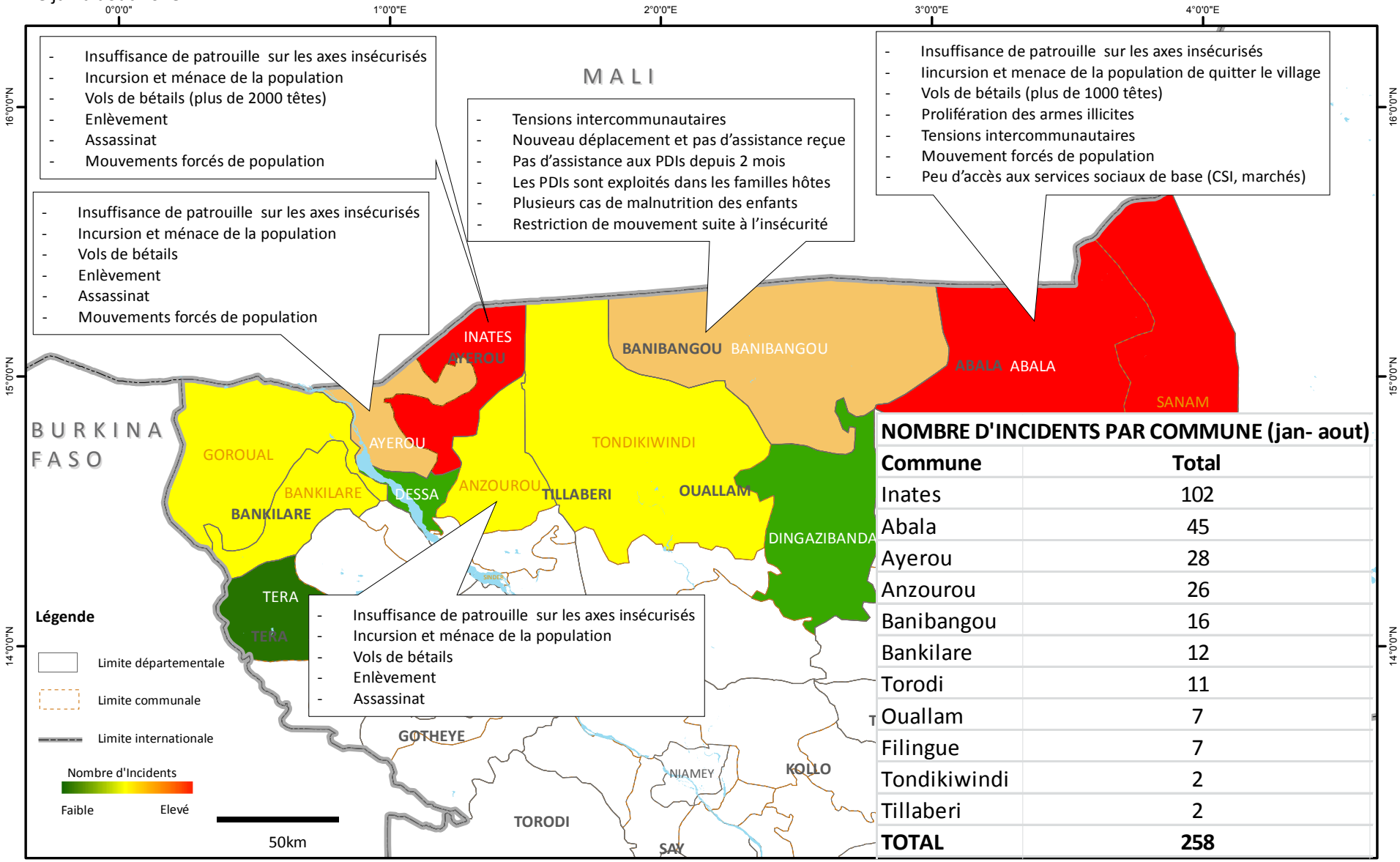
L'identification des auteurs reste toujours problématique car ce sont tous des individus armés, inconnus selon les populations et il existe une interrelation entre les différents groupes (bandits armés, groupes armés non étatiques du Mali et trafiquants d'armes).

Il faut également noter un besoin de ravitaillement des groupes armés opérant dans la bande frontalière au cours du mois de juillet et août, ce qui a occasionner plusieurs cas de vol de moto, de bétails ainsi que des céréales.

En ce qui concerne les incidents de protection les auteurs presumés seraient : éléments des groupes armés et les bandits armés (66%), les membres de la communauté (27%), les hommes en tenue (4%) et les personnes inconnues (3%).

NIGER: PRINCIPAUX INCIDENTS DE PROTECTION DANS LES COMMUNES DE LA REGION DE TILLABERI

De jan à août 2018



NOMBRE D'INCIDENTS PAR COMMUNE (jan- aout)	
Commune	**Total**
Inates	102
Abala	45
Ayerou	28
Anzourou	26
Banibangou	16
Bankilare	12
Torodi	11
Ouallam	7
Filingue	7
Tondikiwindi	2
Tillaberi	2
TOTAL	**258**

Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

Date de création: 1/ 9/ 2018 **Source:** Monitoring de protection **Auteur:** Cluster Protection **Feedback:** Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org **Nom du fichier:** NER_TILLABERI_INDEX_RISQUE_COMMUNE_31_AOUT_2018

Pour plus d'information visitez: https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection

Les incidents de protection ont touché en majorité les adultes (96%), les enfants (4%), pour les catégories de personnes touchées 51% sont les déplacés internes, ensuite la population hôte (28%), les réfugiés (4%), les retournées (14 %), et statuts inconnus (3%).
Les leaders communautaires et 175 points focaux de protection ont été très impliqués dans le partage des alertes suite aux incidents et mouvements dans leurs communautés (105 alertes ont été partages de janvier à aout).73% des incidents ont été rapportés par les points focaux et leaders communautaires, et 15% par les moniteurs et 12% par d'autres sources.
Des notes de plaidoyer ont été élaborées, destinées aux autorites administratives et militaires et du gouvernement pour la facilitation de l'accès et l'assistance des PDIs.

a) Identification et reponses aux personnes à besoins spécifiques

2500 personnes à besoins spécifiques ont été identifiées composées de : 47% femmes chef de ménage (Veuves suite aux conflits ; femmes seules avec enfants en charge); 16% enfants à risque; 12% femmes enceintes; 10% personnes agées; 5% conditions médicales serieuses; 5% personnes vivant avec handicap physique moderé; 2% personnes avec handicap visuel; 1% personnes avec handicap physique sevère; 1% personnes avec handicap mental moderé. Actuellement les assistances sont en cours pour 650 personnes. Les assistances sont en kits de dignités, kits NFIs pour certains, les frais médicaux et de transports vers les CSI de référence et d'autres assistance en fonction des besoins identifiés.

b) Activités de prevention et de renforcement de capacités

7 sessions de formation ont été réalisées à l'endroit 801 membres des structures communautaires composés de : points focaux de protection (VBG, protection de l'enfance, protection générale), leaders communautaires et religieux, membres de comités de protection, membres comités villageois existants.
L'objectif de ces formations était de renforcer les capacités des membres des structures communautaires sur les thématiques générales de protection. Ils ont été outillés sur les connaissances en monitoring protection, sur les notions de base liées aux violences basées sur le genre, la protection transversale, la cohésion sociale, la protection de l'enfance, leurs rôles au sein de la communauté afin de leur permettre de mieux mener les activités de protection dans leurs localités respectives. Un mécanisme de suivi de la mise en pratique des acquis de la formation est mis en place avec les moniteurs et superviseur sur le terrain.
Ces points focaux participent aux activités de prévention à travers les sensibilisations communautaires sur les thématiques de protection. Des séances de sensibilisation communautaires sont menées sur des thèmes définis suite aux résultats des évaluations de protection rapide et de monitoring communautaire (plus de 1000 personnes sensibilisées en moyenne chaque mois). Les messages harmonisés de sensibilisation ont été validés par le GTP à Tillaberi avec les revues mensuelles en fonction des besoins. De janvier à aout 8170 personnes ont été touchées par les activités de sensibilisation communautaires (sensibilisation de masse, pièces théâtrale, messages radio diffusés).
Les principales thématiques abordées tiennent aux conséquences du mariage précoce, à la scolarisation des filles, aux conséquences des violences basées sur le genre, à l'importance de la documentation civile et à la cohésion sociale.

III. MOUVEMENT DE POPULATION

Les affrontements armés au Mali, les incursions, attaques et menaces de la population par les groupes armés au Niger et les exactions sur la population sont à l'origine des mouvements de personnes enregistrés au cours du mois de juillet dans la région de Tillaberi.
Le mode de vie des nomades en tribus éparpillées sur des aires d'un rayon de plusieurs kilomètres ne facilitent pas la localisation des PDI. A cela s'ajoutent des mouvements secondaires en lien avec les pâturages, la mobilité des bétails, l'attachement des animaux aux milieux d'appartenance et les fréquents retours des déplacés pour vérifier l'état de leurs biens laissés derrière eux au moment du déplacement.
A la suite de ces incidents dans la zone d'Inates, des mouvements préventifs, post attaques et secondaires des personnes déplacées ont été observés et suivis au cours des huit mois. Environ 4564 personnes ont réalisés des mouvements secondaires vers les villages tels que : Ayorou, Garey Akoukou, Abanguir, Tinagar, etc. **Les raisons des mouvements de populations enregistrés au cours de ces mois sont de plusieurs ordres.**

- L'insécurité dans la partie nord de Tillabéri avec la présence d'éléments armés et la prolifération des armes à feu ;
- La crainte de conflits interethniques entres peulhs et touaregs dans les localités
- L'assassinat du chef de village de Tintahoun, et l'enlèvement de personnes ;
- Les ultimatums et menaces des groupes armés non étatique aux populations de quitter leur village (cas récent de menaces d'ingraleytan et Rijian Malan);
- Les différentes opérations militaires dans la bande nord Tillabéri.
- Les mouvements préventifs et post attaque
- Le regroupement ethnique par peur de représailles interethniques entres peulhs et touaregs ;
- Les actes de vols de bétail des éleveurs par des hommes armés.

IV. COHESION SOCIALE

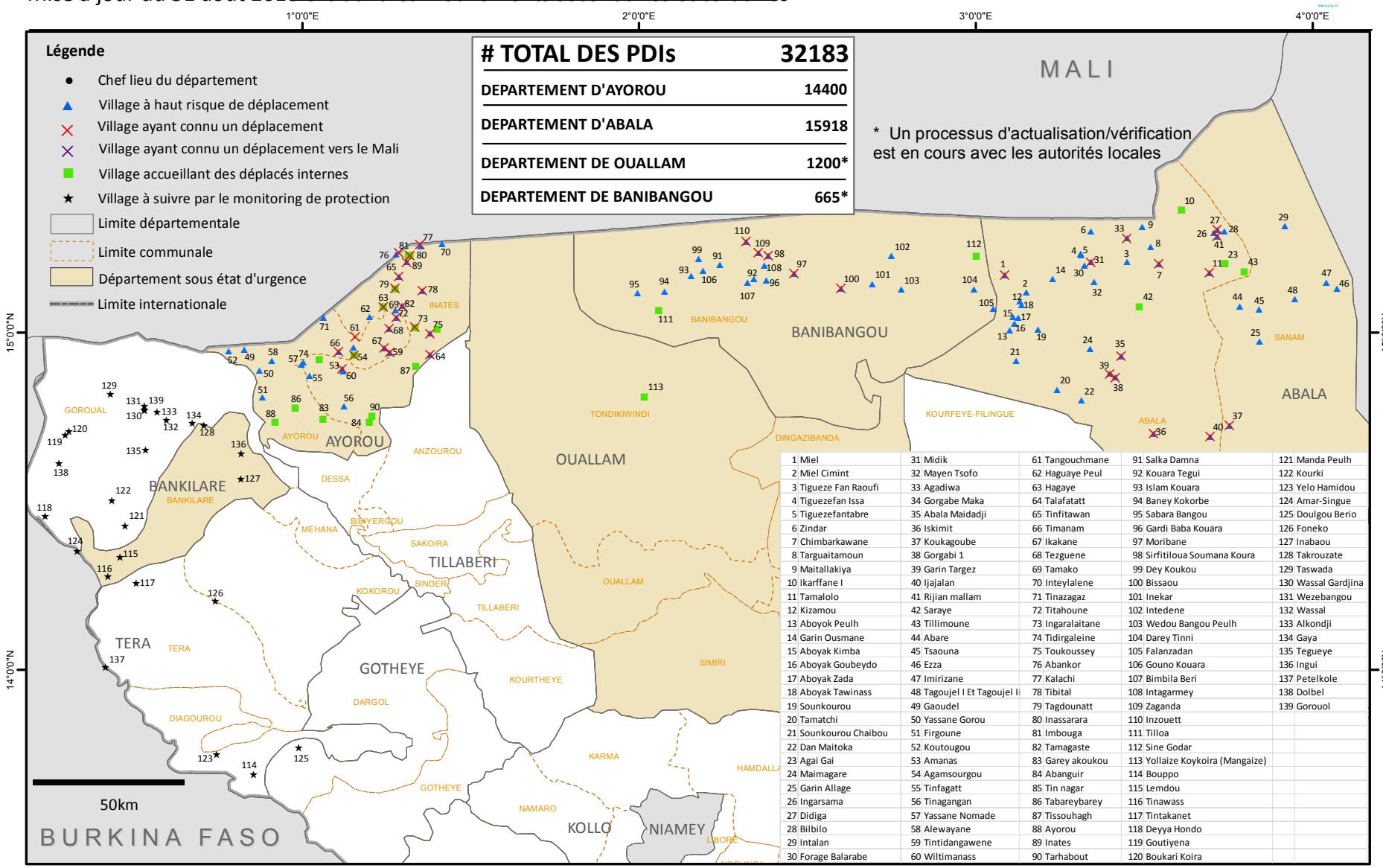
La cohabitation pacifique est mise à rude épreuve par le manque d'information fiable sur la situation en cours au Mali, ainsi que les rumeurs sur d'éventuelles attaques des groupes armés, voire les différentes opérations militaires et sécuritaires.
Les conflits armés ayant pris une dimension communautaire dans une région où les groupes armés s'organisent sur la base d'affinités ethniques, certaines communautés à l'instar des peulhs sont stigmatisées car pointés du doigt par d'autres ethnies comme responsables des attaques.
Les tensions et conflits intercommunautaires ont été récurrents tout au long de ces huit mois dans la région de Tillaberi, avec un pic au mois d'avril et mai surtout dans les communes d'Inates et d'Abala suite à l'intensification des conflits entre peuls et touaregs au nord Mali.
Il en ressort également le risque additionnel de vengeances/répercussions des groupes armés sur les populations, si jamais celles-ci collaboraient avec les FDS. Ce qui revient au manque de protection des populations qui souhaitent collaborer ou dénoncer les personnes suspectés dans leur communauté.
La recrudescence des attaques dans les localités abritant les PDIs, augmente la méfiance et réduit la cohabitation pacifique entre les populations hôtes et celles déplacée.
Les types majeurs de conflits intercommunautaires enregistrés dans la région sont les suivants : les conflits liés à l'accès aux ressources et l'assistance humanitaire ; les conflits entre éleveurs et agriculteurs ; les conflits entre peulhs et touareg.
Les nigériens venus du Mali suite au conflit en cours sont indexées comme étant complices des éléments armés, ou des anciens combattants, ce qui rend leur réintégration difficile dans la communauté.
La peur de dénoncer les auteurs d'exactions dans la communauté est grandissante car, selon les populations, la protection par les FDS n'est pas une garantie suffisante, avec la peur des éventuelles les attaques et enlèvements ciblés.
Les actions prises en faveur de la cohesion sociale ont été les suivantes, un conflit scan a été réalisé par Search for Common Ground afin d'identifier les tensions et conflits et a permis de connaître les structures et mécanismes de paix existants ; un mécanisme de résolution de conflits est mis en place par le gouvernement dans chaque commune ; des sessions de renforcement des capacites des leaders communautaires ont été réalisées sur la gestion pacifique des conflits ; plusieurs séances de sensibilisation radio, de masse, théatrale ont eu lieu sur les sites et dans les villages.

Cluster Protection
Niger

NIGER

NIGER: VILLAGES SUIVIS DANS LES 5 DEPARTEMENTS SOUS L'ETAT D'URGENCE DANS LA REGION DE TILLABERI

Mise à jour du 31 août 2018 excluant les mouvements secondaires et tertiaires



1	Miel	31	Midik	61	Tangouchmane	91	Salka Damna	121	Manda Peulh
2	Miel Cimint	32	Mayen Tsofo	62	Haguaye Peul	92	Kouara Tegui	122	Kourki
3	Tigueze Fan Raoufi	33	Agadiwa	63	Hagaye	93	Islam Kouara	123	Yelo Hamidou
4	Tiguezefan Issa	34	Gorgabe Maka	64	Talafatatt	94	Baney Kokorbe	124	Amar-Singue
5	Tiguezefantabre	35	Abala Maidadji	65	Tinfitawan	95	Sabara Bangou	125	Doulgou Berio
6	Zindar	36	Iskimit	66	Timanam	96	Gardi Baba Kouara	126	Foneko
7	Chimbarkawane	37	Koukagoube	67	Ikakane	97	Moribane	127	Inabaou
8	Targuaitamoun	38	Gorgabi 1	68	Tezguene	98	Sirfitiloua Soumana Koura	128	Takrouzate
9	Maitallakiya	39	Garin Targez	69	Tamako	99	Dey Koukou	129	Taswada
10	Ikarffane I	40	Ijajalan	70	Inteylalene	100	Bissaou	130	Wassal Gardjina
11	Tamalolo	41	Rijian mallam	71	Tinazagaz	101	Inekar	131	Wezebangou
12	Kizamou	42	Saraye	72	Titahoune	102	Intedene	132	Wassal
13	Aboyok Peulh	43	Tillimoune	73	Ingaralaitane	103	Wedou Bangou Peulh	133	Alkondji
14	Garin Ousmane	44	Abare	74	Tidirgaleine	104	Darey Tinni	134	Gaya
15	Aboyak Kimba	45	Tsaouna	75	Toukoussey	105	Falanzadan	135	Tegueye
16	Aboyak Goubeydo	46	Ezza	76	Abankor	106	Gouno Kouara	136	Ingui
17	Aboyak Zada	47	Imirizane	77	Kalachi	107	Bimbila Beri	137	Petelkole
18	Aboyak Tawinass	48	Tagoujel I Et Tagoujel II	78	Tibital	108	Intagarmey	138	Dolbel
19	Sounkourou	49	Gaoudel	79	Tagdounatt	109	Zaganda	139	Gorouol
20	Tamatchi	50	Yassane Gorou	80	Inassarara	110	Inzouett		
21	Sounkourou Chaibou	51	Firgoune	81	Imbouga	111	Tilloa		
22	Dan Maitoka	52	Koutougou	82	Tamagaste	112	Sine Godar		
23	Agai Gai	53	Amanas	83	Garey akoukou	113	Yollaize Koykoira (Mangaize)		
24	Maimagare	54	Agamsourgou	84	Abanguir	114	Bouppo		
25	Garin Allage	55	Tinfagatt	85	Tin nagar	115	Lemdou		
26	Ingarsama	56	Tinagangan	86	Tabareybarey	116	Tinawass		
27	Didiga	57	Yassane Nomade	87	Tissouhagh	117	Tintakanet		
28	Bilbilo	58	Alewayane	88	Ayorou	118	Deyya Hondo		
29	Intalan	59	Tintidangawene	89	Inates	119	Goutiyena		
30	Forage Balarabe	60	Wiltimanass	90	Tarhabout	120	Boukari Koira		

Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

Date de création: 31/ 8/ 2018 **Source:** Monitoring de protection **Auteur:** Cluster Protection **Feedback:** Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org **Nom du fichier:** NER_TILLABERI_ETAT_URGENCE_31_AOUT_2018
Pour plus d'information visitez: https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection

V. PROTECTION DE L'ENFANCE

Parmi les populations déplacées, la situation des enfants reste préoccupante. Une évaluation rapide en matière de protection de l'enfance ressort que 72% des personnes interrogées au cours de cette consultation à Inates, affirment qu'il y a un changement de comportement chez les enfants, qui est lié selon eux aux mouvements de population avec le changement de lieu de résidence habituelle, les détonations d'armes à feu, les attaques multiples, les exactions faites par les groupes armés non étatique devant les enfants.
Les résultats de cette consultation ressort des signes probables de stress post traumatique chez les enfants et certains adultes : insomnie, la méfiance vis-à-vis des proches y compris les parents, les cauchemars, et la peur inexpliquée chez certains enfants.
Il ressort de cette même évaluation que les causes de décès chez les enfants sont principalement le paludisme, le manque de moyens d'évacuation rapide, l'inaccessibilité des centres de santé durant certaines périodes et de manque de soins appropriés aux enfants surplace.
Enfin, il faut noter l'alerte sur la pratique de sexe de survie chez les mineurs 15,79% à Inatès et 17,65% à Banibangou.
Environ 50 enfants séparés de l'un de leur parent biologique (pas tous du a la crise), et environ 200 enfants orphelins vivant avec certains membres de leur famille ont été identifiés lors de l'évaluation de protection de l'enfant et discussions de groupe réalisées de janvier à aout 2018.
On note également un manque de services sociaux de base adaptés aux enfants dans les zones d'urgence de la région, particulièrement les services de santé pour les nouveaux nés, les enfants atteints de maladies chroniques, les enfants en situation de handicap.
Les principaux risques dont sont exposés ces enfants sont :

- Risque d'exploitation des enfants dans les familles d'accueil
- La malnutrition et complication des maladies
- Risque de déscolarisation des enfants
- Risque d'agressions physiques, d'enlèvement, de morsure de serpent, de noyade dans les mares
- L'égarement de plusieurs enfants du fait des pâturages en général éloignés du village,
- Les cas d'agressions sexuelles y compris de viols sur mineurs lors de la recherche du bois en cette saison de pluie (3 cas enregistrés au cours du mois de juillet)
- Risque de pratique sexe de survie, surtout pour les mineurs de 13 à 18 ans, pour subvenir aux besoins de la famille ainsi que les fausses promesses de mariage.

VI. VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Au cours des 8 mois, 28 allégations de viol ont été signalées par les femmes et filles dans la région de Tillaberi. Parmi ces cas, 3 cas ont été prise en charge dans un délai de 72h.
Plusieurs cas ont eu lieu depuis l'intensification de la crise dans la bande nord de Tillaberi (19 cas) particulièrement dans le département d'Ayorou. Par ailleurs 9 cas ont été rapportés dans les localités plus ou moins stables (Tera, Ouallam, Gothey), d'où la nécessité de renforcer les activités de prévention et de riposte aux cas de VBG dans toute la région de Tillaberi.
22 cas de mariage d'enfants ont été rapportés. Ceci serait dû à la perception que les communautés ont de la majorité, c'est-à-dire 14 et 15 ans. Les conséquences de ces actes sont graves pour la santé. On peut citer les fistules, le rejet social, l'impact psychologique sur la survivante, les IST/VIH, les grossesses non désirées (3 cas de grossesse de mineure rapportés à Inates).
Selon un rapport d'évaluation rapide sur les risques de VBG, à Inates et Banibangou, 85% des personnes interrogées dans les discussions de groupes à Inates affirment que les facteurs de risques de VBG sont la recherche de bois, de l'eau, femme chef de ménage et promiscuité, tandis que à Banibangou 42,86% pensent que femme chef de ménage, recherche de bois, promiscuité sont les facteurs de risques dans leur localités.
Ces données montrent bien un début de prise de conscience des communautés, suite aux conséquences pouvant advenir comme en cas de viol, et commencent à signaler de telles pratiques après les nombreuses campagnes de sensibilisation menées sur les conséquences des VBG. Le rapportage des incidents de VBG est influencé par les pesanteurs socioculturelles, la crainte de stigmatisation et le tabou qui entourent ces questions.

A ce titre, il y a nécessité de ; renforcer les activités de prise en charge en holistiques des cas de VBG, avec un vaste volet psychosocial et intégration socio-économique pour renforcer la résilience des survivantes ; mettre en place et sensibiliser les acteurs sur le respect SOPs en matière de gestion des cas de VBG ; renforcer les mesures de confidentialité ; faire attention au principe de « Do No Harm ».

VII. ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE ET ASSISTANCE HUMANITAIRE

Plusieurs évaluations ont été faites au cours des huit mois et recommandations multisectorielles ont été formulées à l'endroit des différents clusters. Le suivi de ces recommandations au niveau communautaire ressort des gaps énormes dans plusieurs communes accueillant les PDI. (voir cartes suivi des recommandations sectorielles joints au rapport)

VIII. PRINCIPAUX PROBLEMES DE PROTECTION IDENTIFIES

- L'insécurité persistante dans les localités du nord Tillaberi provoquant des cas d'assassinats et enlèvements ciblés, des cas de vols de bétails et de biens, ainsi que des déplacements de population
- Occurrence des cas de protection (VBG, et plusieurs violations des droits humains)
- Les problèmes liés à la coexistence pacifique entre les communautés
- Peu de prise en charge appropriées pour les personnes ayant des besoins spécifiques
- Les problèmes liés au manque de document d'état civil avec un risque d'apatridie
- Mouvements secondaires des populations déplacées
- Les problèmes liés à la protection de l'enfance y compris l'éducation, particulièrement les éleveurs et nomades
- La prolifération des armes illicites avec un grand risque d'enrôlement des jeunes au sein des groupes armés et augmentation du banditisme armé.

DEFIS

- L'insécurité et l'accès limité dans la bande nord de la région de Tillaberi (opérations militaires et inondation des koris)
- Le suivi des mouvements secondaires dans la région (population nomade)
- Enregistrement des PDIs pour avoir une estimation plus réaliste du nombre de PDIs dans toute la région de Tiilabéri (département Baninbangou et Ouallam)
- La peur et la méfiance de la communauté pour le rapportage des incidents de protection et la dénonciation des présumés auteurs
- L'insuffisance des acteurs de protection (VBG et protection de l'enfance) dans les communes touchées
- La présence des FDS et leur intervention rapide en cas d'alertes, ainsi qu'à la couverture des zones insécurisées
- L'insuffisance de la réponse humanitaire (plusieurs PDIs n'ont pas été assistés).

XI. SUIVI DES RECOMMANDATIONS

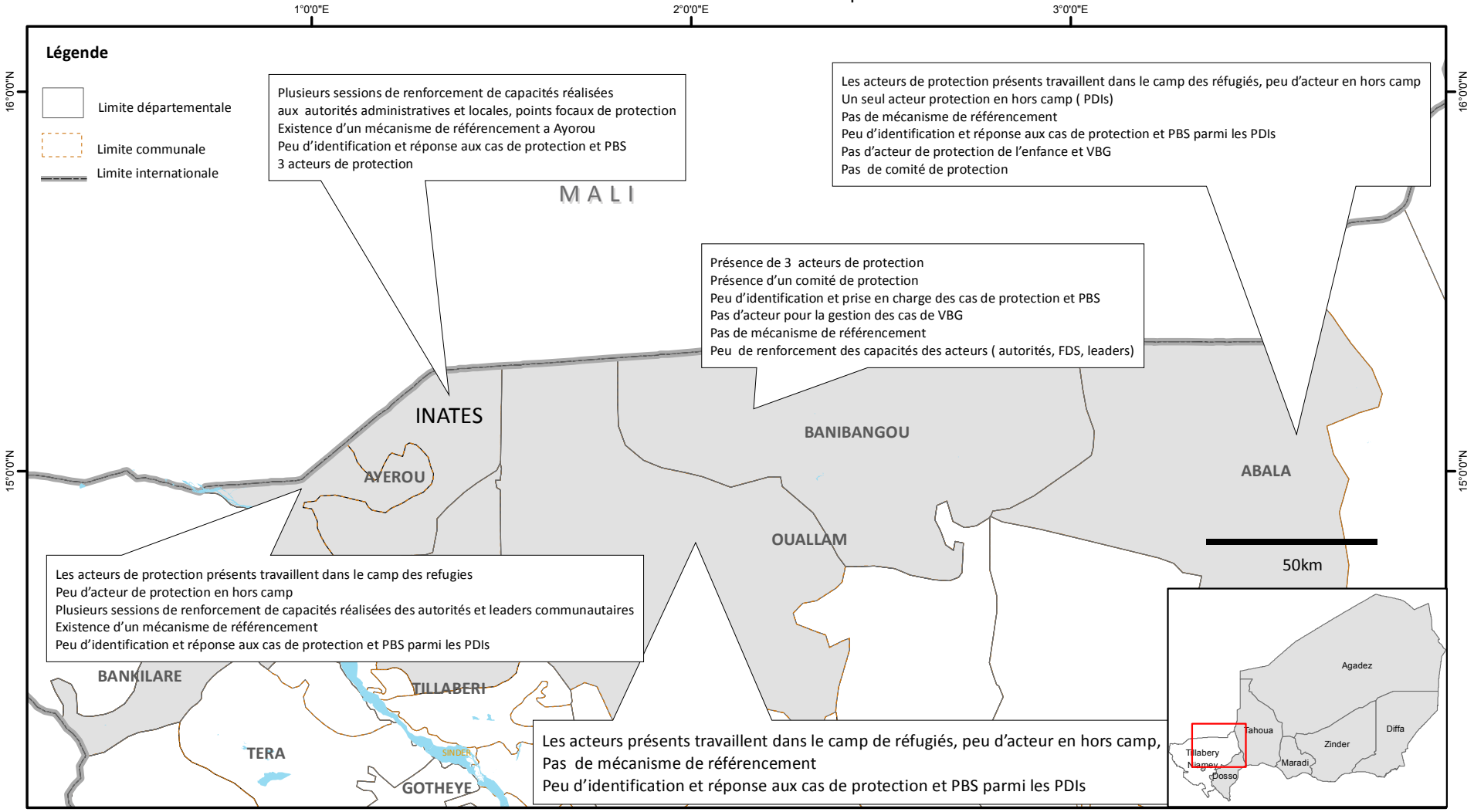
Cluster Protection
Niger

NIGER

NIGER: RECOMMANDATIONS PROTECTION DE JANVIER A AOUT 2018 DANS LA REGION DE TILLABERI

Renforcer la présence des acteurs de protection, VBG, protection de l'enfance
Renforcer l'identification des cas de protection
Renforcer l'identification et l'assistance aux PBS
Renforcer les capacités des autorités administratives, locales et sécuritaires sur les thématiques de protection et la cadre juridique pour les PDIs

Renforcer les sensibilisations sur la coexistence pacifique entre les communautés
Mettre à jour la cartographie des acteurs de la région de Tillabéri et système de référencement
Plaider pour la documentation des PDIs
Mettre en place un mécanisme de redevabilité



Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

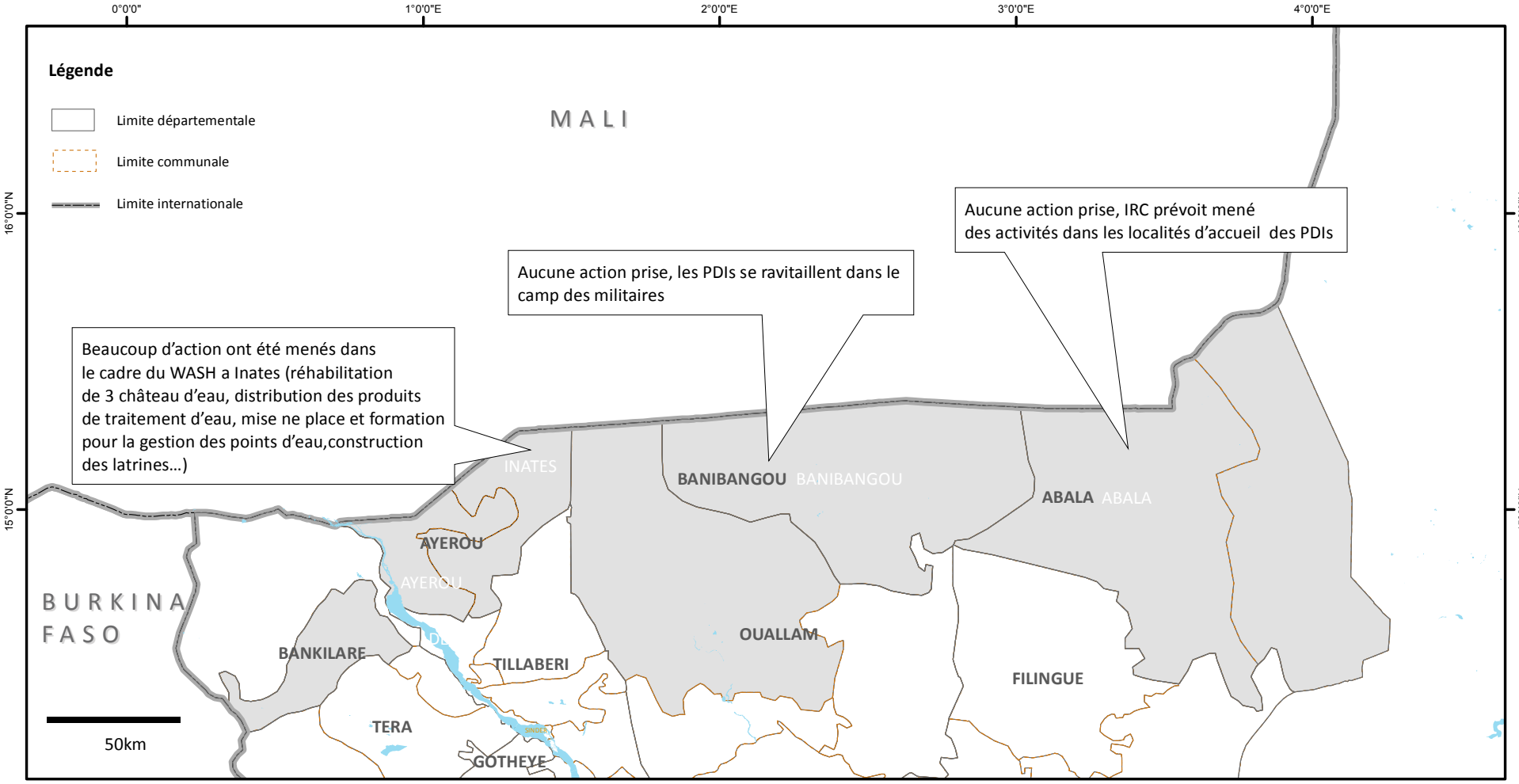
Date de création: 3/ 9/ 2018 **Source:** Monitoring de protection **Auteur:** Cluster Protection **Feedback:** Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org **Nom du fichier:** NER_TILLABERI__RECOMMANDATION_PRT_31_AOUT_2018
Pour plus d'information visitez: https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection

Cluster Protection
Niger

NIGER

NIGER: RECOMMANDATIONS WASH DE JANVIER A AOUT 2018 DANS LAREGION DE TILLABERI

Identifier un partenaire WASH pour renforcer les infrastructures hydrauliques existantes
Construire des ouvrages d'assainissement (latrines)
Renforcer l'approvisionnement en eau et produit de traitement
Sensibiliser les communautés sur les risques de consommation d'eau des mares et la nécessité de traiter l'eau de boisson
Apporter une aide d'urgence dans le domaine WASH afin de minimiser les risques de VBG suite à la distance



Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

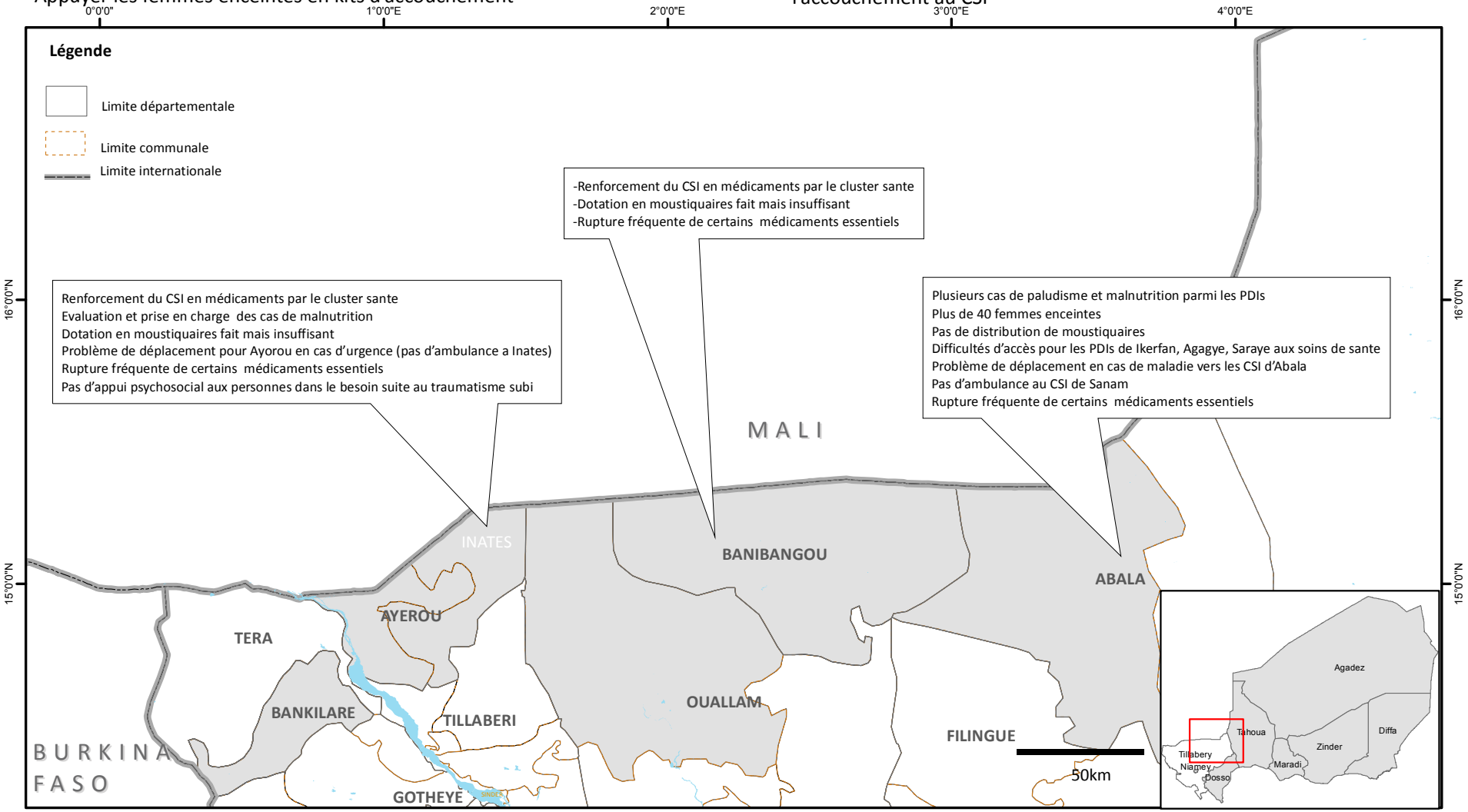
Date de création: 3/ 9/ 2018 **Source:** Monitoring de protection **Auteur:** Cluster Protection **Feedback:** Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org **Nom du fichier:** NER_TILLABERI_RECOMMANDATION_31_AOUT_2018
Pour plus d'information visitez: https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection

Cluster Protection
Niger

NIGER

NIGER: RECOMMANDATIONS SANTE DE JANVIER A AOUT 2018 DANS LA REGION DE TILLABERI

Renforcer la capacité d'accueil des CSI de Inates, Tangouchmane, Abala afin de couvrir les besoins de populations hôtes et déplacées (médicaments et personnels)
Mettre en place des cliniques mobiles dans les zones avec des déplacées internes (consultations et dépistage de la malnutrition
Doter les femmes enceintes et enfants de -5ans en moustiquaires imprégnés
Appuyer les femmes enceintes en kits d'accouchement
Doter le CSI d'Inates et Sanam en ambulance
Sensibiliser la communauté sur le risque de choléra et autres maladies hydro fécales
Mener des interventions d'appui psychosocial
Sensibiliser les femmes sur l'importance des Consultations Pre et Post Natales et l'accouchement au CSI



Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

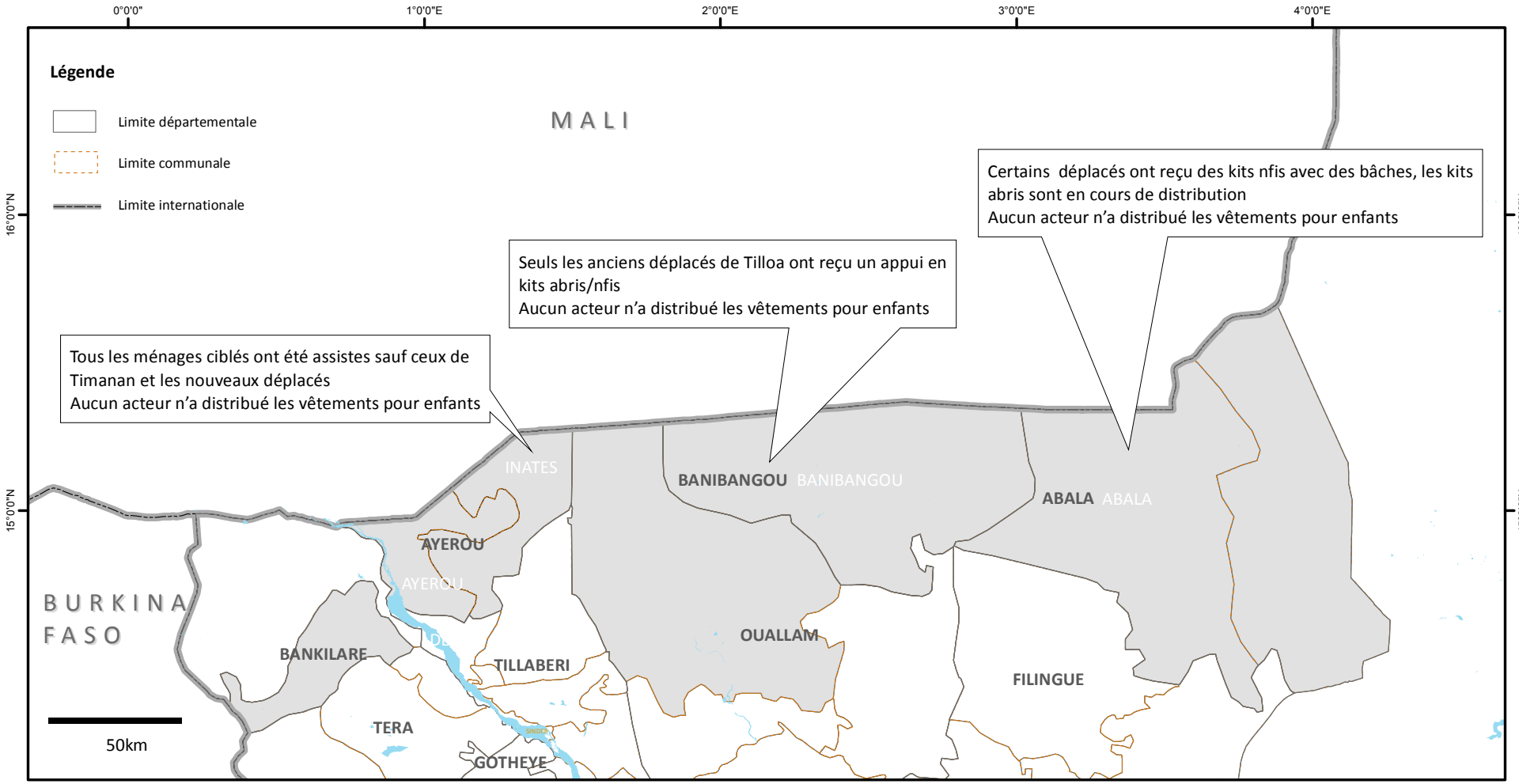
Date de création: 3/ 9/ 2018 **Source:** Monitoring de protection **Auteur:** Cluster Protection **Feedback:** Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org **Nom du fichier:** NER_TILLABERI__RECOMMANDATION_SANTE_31_AOUT_2018
Pour plus d'information visitez: https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection

Cluster Protection
Niger

NIGER

NIGER: RECOMMANDATIONS ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES DE JANVIER A AOUT 2018 DANS LAREGION DE TILLABERI

Appuyer les ménages des déplacés en kits abris et biens non alimentaires y compris les vêtements pour enfant



Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

Date de création: 3/ 9/ 2018 **Source:** Monitoring de protection **Auteur:** Cluster Protection **Feedback:** Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org **Nom du fichier:** NER_TILLABERI_RECOMMANDATION_ABNA_31_AOUT_2018
Pour plus d'information visitez: https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection

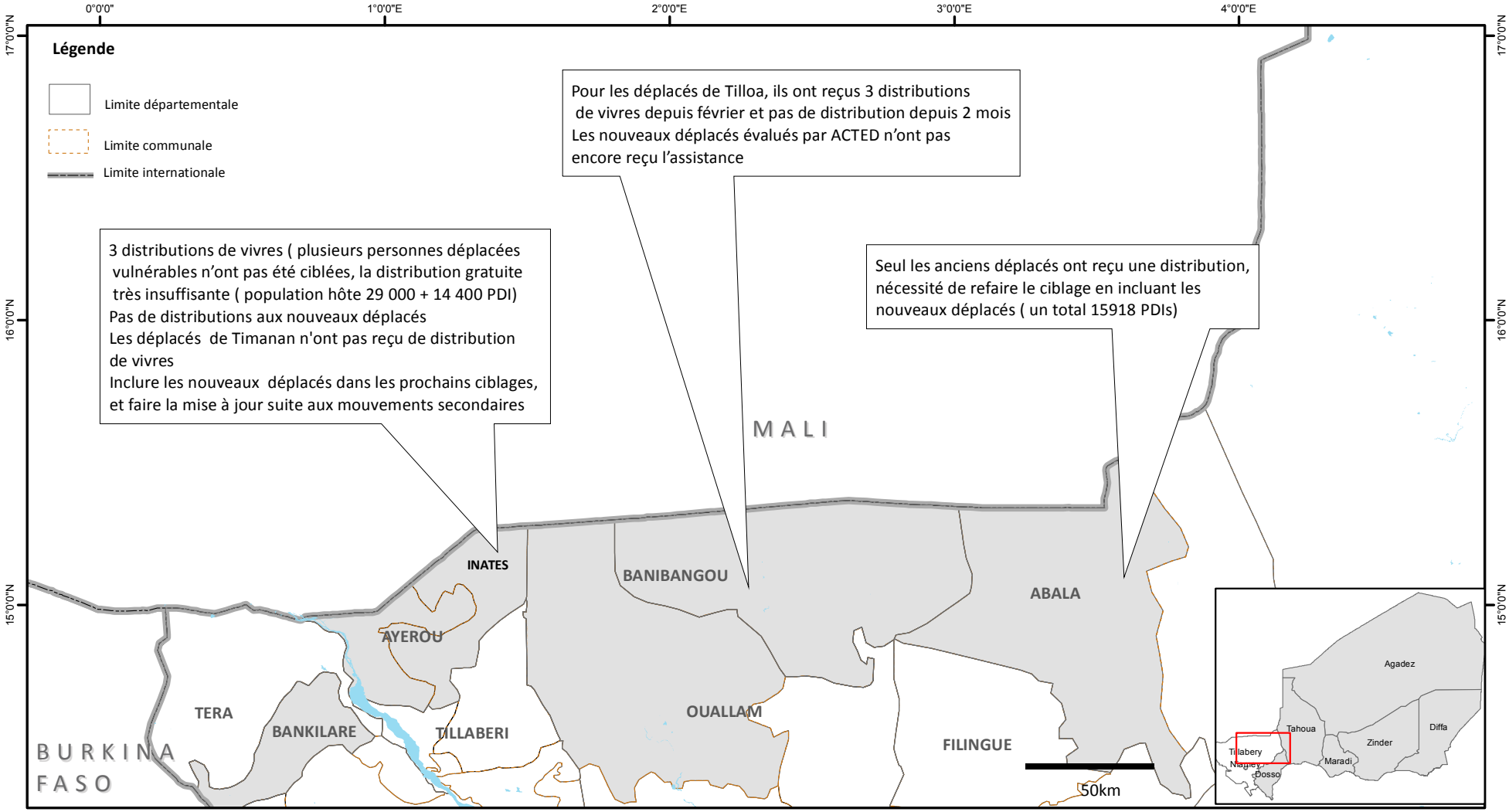
Cluster Protection
Niger

NIGER

NIGER: RECOMMANDATIONS SECAL DE JANVIER A AOUT 2018 DANS LA REGION DE TILLABERI

Appuyer les ménages des déplacés et les ménages vulnérables de la communauté hôte en vivres
Renforcer l'identification et la prise en charge des enfants malnutris parmi les personnes déplacés et la population hôte a Inates et a Abala
Refaire le ciblage en incluant les nouveaux déplacés Inates Abala, Sinegodar

S'assurer de la qualité du ciblage des bénéficiaires pour les distributions de vivres
Assister les PDIs installés à Tilloa en vivres (nouveaux et anciens)

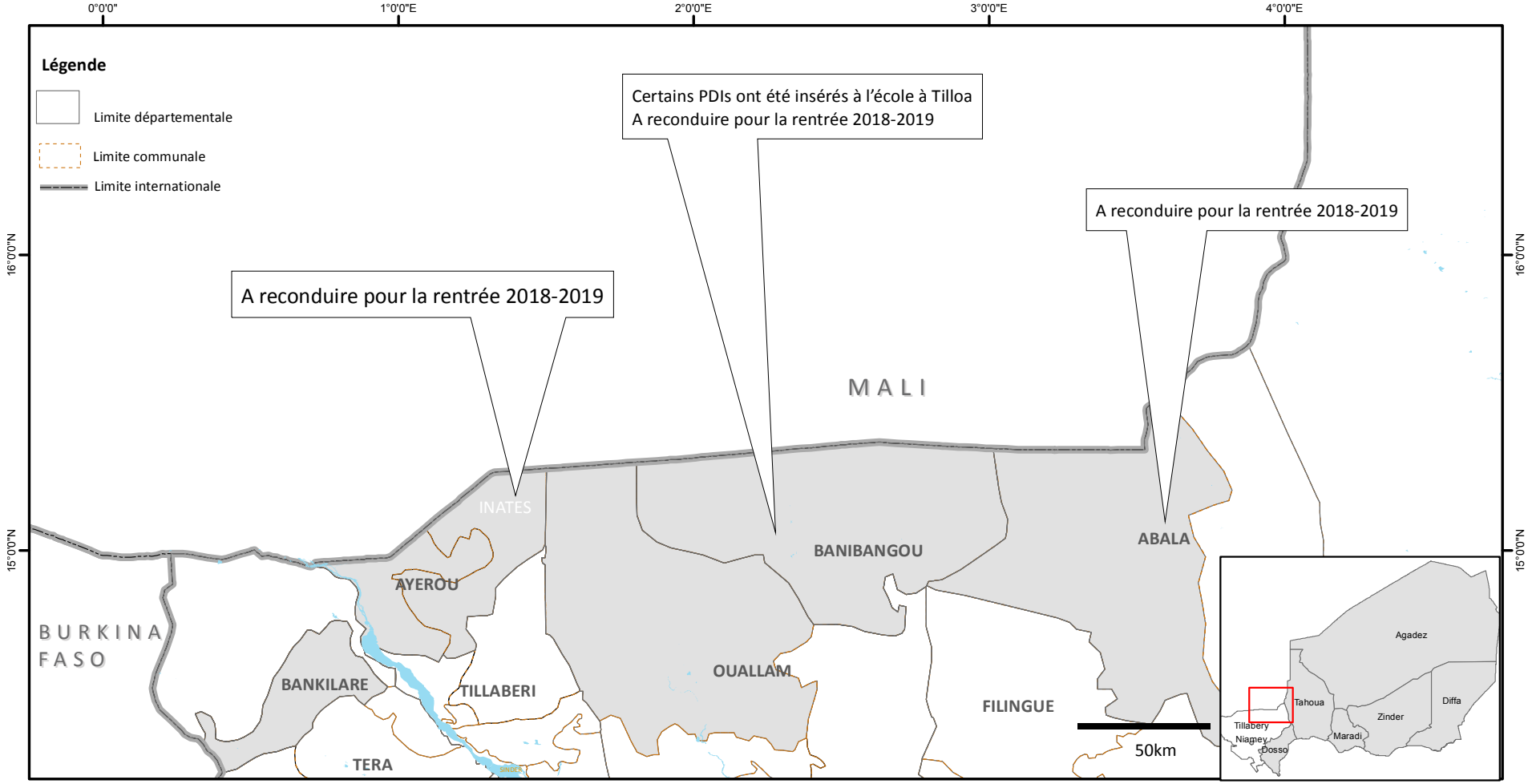


Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

Date de création: 3/ 9/ 2018 **Source:** Monitoring de protection **Auteur:** Cluster Protection **Feedback:** Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org **Nom du fichier:** NER_TILLABERI__RECOMMANDATION_SECAL_31_AOUT_2018
Pour plus d'information visitez: https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection

NIGER: RECOMMANDATIONS EDUCATION DE JANVIER A AOUT 2018 DANS LA REGION DE TILLABERI

Renforcer l'accès à l'éducation pour les PDIs
Sensibiliser la population sur l'importance de la scolarisation des enfants afin d'améliorer le taux de fréquentation
Mener une évaluation approfondie pour évaluer la capacité d'accueil de l'école se trouvant dans les villages d'accueil
Mettre en place des écoles de seconde chance
Poursuivre la sensibilisation sur les abandons scolaires et la scolarisation des filles
Sensibiliser le personnel enseignant sur les VBG en milieu scolaire
Renforcer et appuyer le système de tutorat pour les élèves des collèges ruraux
Renforcer la capacité pédagogique du corps enseignant
Mettre en place des écoles nomades



Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

Date de création: 3/ 9/ 2018 **Source:** Monitoring de protection **Auteur:** Cluster Protection **Feedback:** Valérie Svobodova, svobodov@unhcr.org **Nom du fichier:** NER_TILLABERI__RECOMMANDATION_EDUCATION_31_AOUT_2018
Pour plus d'information visitez: https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection